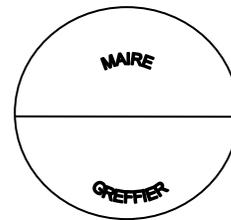


CONSOLIDÉ  
RÈGLEMENT BEAC-070

RÈGLEMENT SUR L'UTILISATION DE L'EAU POTABLE

MISE EN GARDE : Cette codification a été préparée uniquement pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle. Aucune garantie n'est offerte quant à l'exactitude du texte. Pour toutes fins légales le lecteur devra consulter la version officielle du règlement et de chacun de ses amendements

(BEAC-070-1) 2013-06-17  
(BEAC-070-2) 2018-03-26  
(BEAC-070-3) 2023-03-27  
(BEAC-070-4) 2023-07-10



PROVINCE DE QUÉBEC  
VILLE DE BEACONSFIELD

RÈGLEMENT BEAC-070

RÈGLEMENT SUR L'UTILISATION DE L'EAU POTABLE

À la séance ordinaire du Conseil de la Ville de Beaconsfield, tenue à l'Hôtel de Ville, 303, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Québec, le lundi 30 avril 2012 à 20 h;

ÉTAIENT PRÉSENTS : Le maire David Pollock et les conseillers Karin Essen, Wade Staddon, Pierre Demers, Roy Baird et Rhonda Massad

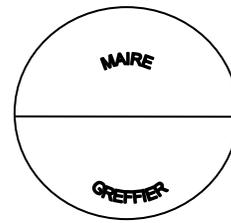
ABSENT : Le conseiller Michael Montagano

Sur motion donnée par le conseiller W. Staddon, appuyée par le conseiller R. Baird et RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

ATTENDU QUE le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, responsable de la "Stratégie québécoise d'économie d'eau potable", a demandé aux municipalités d'adopter un règlement sur l'utilisation de l'eau potable;

ATTENDU QUE l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance du conseil tenue le lundi 19 mars 2012;

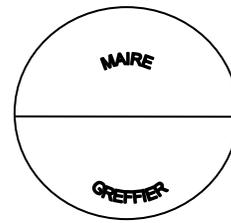
LE CONSEIL DE LA VILLE DE BEACONSFIELD DÉCRÈTE CE QUI SUIT :



## TABLE DES MATIÈRES

(la dernière mise à jour de la table des matières date de l'adoption du règlement BEAC-070)

|       |   |    |
|-------|---|----|
| 1.    | OBJECTIFS DU RÈGLEMENT .....  | 4  |
| 2.    | DÉFINITION DES TERMES .....   | 4  |
| 3.    | CHAMPS D'APPLICATION .....  | 5  |
| 4.    | RESPONSABILITÉ D'APPLICATION DES MESURES .....  | 5  |
| 5.    | POUVOIRS GÉNÉRAUX DE LA MUNICIPALITÉ .....  | 5  |
| 5.1   | Empêchement à l'exécution des tâches .....  | 5  |
| 5.2   | Accès à la propriété .....  | 5  |
| 5.3   | Fermeture de l'entrée d'eau .....   | 5  |
| 5.4   | Pression et débit d'eau .....   | 6  |
| 5.5   | Demande de plans .....  | 6  |
| 6.    | UTILISATION DES INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS D'EAU .....                                      | 6  |
| 6.1   | Code de plomberie .....   | 6  |
| 6.2   | Climatisation et réfrigération .....  | 6  |
| 6.3   | Utilisation des bornes d'incendie et des vannes du réseau municipal .....                       | 6  |
| 6.4   | Remplacement, déplacement et disjonction d'un branchement de service .....                      | 7  |
| 6.5   | Défectuosité d'un tuyau d'approvisionnement .....   | 7  |
| 6.6   | Tuyauterie et appareils situés à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bâtiment .....               | 7  |
| 6.7   | Raccordements .....   | 7  |
| 6.8   | Urinoirs à chasse automatique munis d'un réservoir de purge .....                               | 7  |
| 7.    | UTILISATIONS INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES .....   | 7  |
| 7.1   | Remplissage de citerne .....  | 7  |
| 7.2   | Arrosage de la végétation .....   | 7  |
| 7.2.1 | Périodes d'arrosage .....   | 8  |
| 7.2.2 | Systèmes d'arrosage automatique .....   | 8  |
| 7.2.3 | Nouvelle pelouse et nouvel aménagement .....  | 8  |
| 7.2.4 | Ruissellement de l'eau .....  | 8  |
| 7.3   | Piscine et spa .....  | 8  |
| 7.4   | Véhicules, entrées d'automobiles, trottoirs, rue, patios ou murs extérieurs d'un bâtiment ..... | 9  |
| 7.5   | Lave-auto .....   | 9  |
| 7.6   | Bassins paysagers .....   | 9  |
| 7.7   | Jeu d'eau .....   | 9  |
| 7.8   | Purges continues .....  | 9  |
| 7.9   | Source d'énergie .....  | 9  |
| 7.10  | Interdiction d'arroser .....  | 10 |
| 8.    | COÛTS, INFRACTIONS ET PÉNALITÉS .....   | 10 |
| 8.1   | Interdictions .....   | 10 |
| 8.2   | Coût de travaux de réparation .....   | 10 |
| 8.3   | Avis .....  | 10 |
| 8.4   | Pénalités .....   | 11 |
| 8.4   | Délivrance d'un constat d'infraction .....  | 11 |
| 8.5   | Ordonnance.....   | 11 |
| 9.    | ENTRÉE EN VIGUEUR.....  | 11 |



## **ARTICLE 1. OBJECTIFS DU RÈGLEMENT**

Le présent règlement a pour objectif de régir l'utilisation de l'eau potable en vue de préserver la qualité et la quantité de la ressource.

## **ARTICLE 2. DÉFINITION DES TERMES**

« Arrosage automatique » désigne tout appareil d'arrosage, relié à l'aqueduc, actionné automatiquement, y compris les appareils électroniques ou souterrains.

« Arrosage manuel » désigne l'arrosage avec un boyau, relié à l'aqueduc, équipé d'une fermeture à relâchement tenu à la main pendant la période d'utilisation.

« Arrosage mécanique » désigne tout appareil d'arrosage, relié au réseau de distribution, qui doit être mis en marche et arrêté manuellement sans devoir être tenu à la main pendant la période d'utilisation. »  
(BEAC-070-3, art. 1)

« Bâtiment » désigne toute construction utilisée ou destinée à être utilisée pour abriter ou recevoir des personnes, des animaux ou des choses.

« Compteur » ou « compteur d'eau » désigne un appareil servant à mesurer la consommation d'eau.

« Habitation » signifie tout bâtiment destiné à loger des êtres humains, comprenant, entre autres, les habitations unifamiliales et multifamiliales, les édifices à logements et les habitations intergénérationnelles.

« Immeuble » désigne le terrain, les bâtiments et les améliorations.

« Logement » désigne une suite servant ou destinée à servir de résidence à une ou plusieurs personnes, et qui comporte généralement des installations sanitaires de même que des installations pour préparer et consommer des repas, ainsi que pour dormir.

« Lot » signifie un fonds de terre identifié et délimité sur un plan de cadastre, fait et déposé conformément aux exigences du Code civil.

« Municipalité » ou « Ville » désigne la Municipalité de ou la Ville de Beaconsfield.

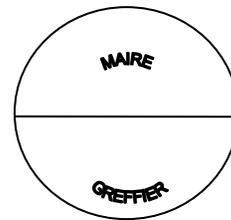
« Personne » comprend les personnes physiques et morales, les sociétés de personnes, les fiducies et les coopératives.

« Propriétaire » désigne en plus du propriétaire en titre, l'occupant, l'usager, le locataire, l'emphytéote, les personnes à charge ou tout autre usufruitier, l'un n'excluant pas nécessairement les autres.

« Réseau de distribution » ou « Réseau de distribution d'eau potable » désigne une conduite, un ensemble de conduites ou toute installation ou tout équipement servant à distribuer de l'eau destinée à la consommation humaine, aussi appelé « réseau d'aqueduc ». Est cependant exclue, dans le cas d'un bâtiment raccordé à un réseau de distribution, toute tuyauterie intérieure.  
(BEAC-070-3, art. 2)

« Robinet d'arrêt » désigne un dispositif installé par la Municipalité à l'extérieur d'un bâtiment sur le branchement de service, servant à interrompre l'alimentation d'eau de ce bâtiment.

« Tuyauterie intérieure » désigne l'installation à l'intérieur d'un bâtiment, à partir de la vanne d'arrêt intérieure.



« Vanne d'arrêt intérieure » désigne un dispositif installé à l'intérieur d'un bâtiment et servant à interrompre l'alimentation en eau de ce bâtiment.

### **ARTICLE 3. CHAMPS D'APPLICATION**

Ce règlement fixe les normes d'utilisation de l'eau potable provenant du réseau de distribution de l'eau potable de la municipalité et s'applique à l'ensemble du territoire de la municipalité.

Toutefois les surfaces de jeux publiques ne sont pas assujetties au présent règlement. Les surfaces de jeux publiques désignent notamment les terrains de soccer, de baseball, de football et de bowling.

(BEAC-070-1, art. 1)

Le présent règlement n'a pas pour effet de limiter l'usage de l'eau potable pour des activités de production horticole qui représentent l'ensemble des activités requises pour la production de légumes, de fruits, de fleurs, d'arbres ou d'arbustes ornementaux, à des fins commerciales ou institutionnelles, comprenant la préparation du sol, les semis, l'entretien, la récolte, l'entreposage et la mise en marché.

### **ARTICLE 4. RESPONSABILITÉ D'APPLICATION DES MESURES**

L'application du présent règlement est la responsabilité du Service d'aménagement urbain et patrouille municipale et du Service des travaux publics de la Ville de Beaconsfield sous le titre d'officier responsable.

Tout employé du Service d'aménagement urbain et patrouille municipale et du Service des travaux publics de la Ville de Beaconsfield, tout membre du Service de sécurité incendie de Montréal et du Service de police de la Ville de Montréal est considéré comme adjoint au directeur du Service d'aménagement urbain et patrouille municipale de la Ville de Beaconsfield.

Le Conseil peut, par résolution, nommer d'autres personnes, physiques ou morales, en plus de celles mentionnées dans le présent article, pour l'application du présent règlement.

### **ARTICLE 5. POUVOIRS GÉNÉRAUX DE LA MUNICIPALITÉ**

#### **5.1 Empêchement à l'exécution des tâches**

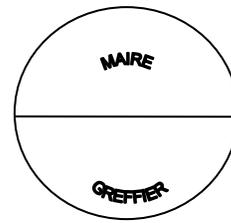
Quiconque empêche un employé de la Municipalité ou une autre personne à son service de faire des travaux de réparation, de lecture ou de vérification, le gêne ou le dérange dans l'exercice de ses pouvoirs, ou endommage de quelque façon que ce soit l'aqueduc, ses appareils ou accessoires, entrave ou empêche le fonctionnement du réseau de distribution de l'eau potable, des accessoires ou des appareils en dépendant, est responsable des dommages aux équipements précédemment mentionnés en raison de ses actes, contrevient au présent règlement et se rend passible des peines prévues par le présent règlement.

#### **5.2 Accès à la propriété**

Les employés spécifiquement désignés par la Municipalité ont le droit d'entrer à tout heure raisonnable sur une propriété immobilière afin d'exécuter une réparation, d'effectuer une lecture ou de constater si les dispositions du présent règlement ont été respectées. Toute collaboration requise doit leur être donnée pour leur faciliter l'accès. Ces employés doivent avoir sur eux et exhiber, lorsqu'ils en sont requis, une pièce d'identité délivrée par la Municipalité. De plus, ces employés ont accès, à l'intérieur des bâtiments, aux vannes d'arrêt intérieures; à cet égard, eux seuls peuvent enlever ou poser les sceaux.

#### **5.3 Fermeture de l'entrée d'eau**

Les employés municipaux autorisés à cet effet ont le droit de fermer l'entrée d'eau pour effectuer des réparations au réseau de distribution sans que la Municipalité soit responsable de tout dommage résultant de ces interruptions; les employés doivent cependant avertir par tout moyen raisonnable les consommateurs affectés, sauf en cas d'urgence.



#### **5.4 Pression et débit d'eau**

Quel que soit le type de raccordement, la Municipalité ne garantit pas un service ininterrompu ni une pression ou un débit déterminé; personne ne peut refuser de payer un compte partiellement ou totalement à cause d'une insuffisance d'eau, et ce, quelle qu'en soit la cause.

Si elle le juge opportun, la Municipalité peut exiger du propriétaire qu'il installe un réducteur de pression avec manomètre lorsque celle-ci dépasse 525 kPa, lequel doit être maintenu en bon état de fonctionnement. La Municipalité n'est pas responsable des dommages causés par une pression trop forte ou trop faible.

La Municipalité n'est pas responsable des pertes ou des dommages occasionnés par une interruption ou une insuffisance d'approvisionnement en eau, si la cause est un accident, un feu, une grève, une émeute, une guerre ou pour toutes autres causes qu'elle ne peut maîtriser. De plus, la Municipalité peut prendre les mesures nécessaires pour restreindre la consommation si les réserves d'eau deviennent insuffisantes. Dans de tels cas, la Municipalité peut fournir l'eau avec préférence accordée aux immeubles qu'elle juge prioritaires, avant de fournir les propriétaires privés reliés au réseau de distribution d'eau potable.

#### **5.5 Demande de plans**

La Municipalité peut exiger qu'on lui fournisse un ou des plans de la tuyauterie intérieure d'un bâtiment ou les détails du fonctionnement d'un appareil utilisant l'eau du réseau de distribution d'eau potable de la municipalité.

### **ARTICLE 6. UTILISATION DES INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS D'EAU**

#### **6.1 Code de plomberie**

La conception et l'exécution de tous travaux relatifs à un système de plomberie, exécutés à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement, doivent être conformes au Code de construction du Québec, chapitre III — Plomberie, et du Code de sécurité du Québec, chapitre I — Plomberie, dernières versions.

#### **6.2 Climatisation et réfrigération**

Il est interdit d'installer tout système de climatisation ou de réfrigération utilisant l'eau potable. Tout système de climatisation ou de réfrigération utilisant l'eau potable installé avant l'entrée en vigueur de ce règlement doit être remplacé avant le 1er janvier 2024 par un système n'utilisant pas l'eau potable.

Malgré le premier alinéa de cet article, il est permis d'utiliser un système de climatisation ou de réfrigération lorsqu'il est relié à une boucle de recirculation d'eau sur laquelle un entretien régulier est réalisé.

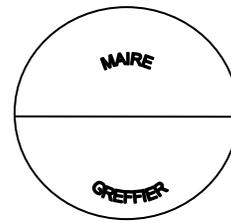
Il est interdit d'installer tout compresseur utilisant l'eau potable. Tout compresseur de ce type installé avant l'entrée en vigueur de ce règlement doit être remplacé avant le 1er mai 2026 par un compresseur n'utilisant pas l'eau potable.

Malgré le troisième alinéa de cet article, il est permis d'utiliser un compresseur lorsqu'il est relié à une boucle de recirculation d'eau sur laquelle un entretien régulier est réalisé.  
(BEAC-070-3, art. 3)

#### **6.3 Utilisation des bornes d'incendie et des vannes du réseau municipal**

Les bornes d'incendie ne sont utilisées que par les employés de la Municipalité autorisés à cet effet. Toute autre personne ne pourra ouvrir, fermer, manipuler ou opérer une borne d'incendie ou une vanne sur la conduite d'alimentation d'une borne d'incendie sans avoir obtenu l'autorisation écrite de la Municipalité.

L'ouverture et la fermeture des bornes d'incendie doivent se faire conformément à la procédure prescrite par la Municipalité. Un dispositif anti-refoulement doit être utilisé afin d'éliminer les possibilités de refoulement ou de siphonage.



#### **6.4 Remplacement, déplacement et disjonction d'un branchement de service**

Toute personne doit aviser la personne chargée de l'application du règlement avant de disjoindre, de remplacer ou de déplacer tout branchement de service. Elle doit obtenir de la Municipalité un permis et assumer l'ensemble des coûts relatifs aux travaux.

Il en sera de même pour les branchements de service alimentant un système de gicleurs automatiques.

#### **6.5 Défectuosité d'un tuyau d'approvisionnement**

Tout occupant d'un bâtiment doit aviser la personne chargée de l'application du règlement aussitôt qu'il entend un bruit anormal ou constate une irrégularité quelconque sur le branchement de service. Dans le cas où la défectuosité se situe sur la tuyauterie privée, entre le robinet d'arrêt et le compteur, la Municipalité avise alors le propriétaire de faire la réparation dans un délai de 15 jours.  
(BEAC-070-3, art. 4)

#### **6.6 Tuyauterie et appareils situés à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bâtiment**

Une installation de plomberie, dans un bâtiment ou dans un équipement destiné à l'usage du public, doit être maintenue en bon état de fonctionnement, de sécurité et de salubrité.

#### **6.7 Raccordements**

- a) Il est interdit de raccorder la tuyauterie d'un logement ou d'un bâtiment approvisionné en eau par le réseau de distribution d'eau potable municipal à un autre logement ou bâtiment situé sur un autre lot.
- b) Il est interdit, pour le propriétaire ou l'occupant d'un logement ou d'un bâtiment approvisionné en eau par le réseau de distribution d'eau potable municipal, de fournir cette eau à d'autres logements ou bâtiments ou de s'en servir autrement que pour l'usage du logement ou du bâtiment.
- c) Il est interdit de raccorder tout système privé à un réseau de distribution d'eau potable municipal ou à un système de plomberie desservi par le réseau de distribution d'eau potable municipal.  
(BEAC-070-3, art. 7)

#### **6.8 Urinoirs à chasse automatique munis d'un réservoir de purge**

Il est interdit d'installer tout urinoir à chasse automatique muni d'un réservoir de purge utilisant l'eau potable. Tout urinoir de ce type installé avant l'entrée en vigueur de ce règlement doit être remplacé avant le 1 mai 2026 par un urinoir à chasse manuelle ou à détection de présence.  
(BEAC-070-3, art. 8)

### **ARTICLE 7. UTILISATIONS INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES**

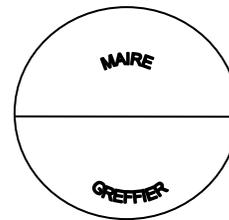
#### **7.1 Remplissage de citerne**

Toute personne qui désire remplir une citerne d'eau à même le réseau de distribution d'eau potable de la municipalité doit le faire avec l'approbation de la personne chargée de l'application du règlement et à l'endroit que cette dernière désigne, conformément aux règles édictées par celle-ci, selon le tarif en vigueur.

De plus, un dispositif anti-refoulement doit être utilisé afin d'éliminer les possibilités de refoulement ou de siphonage.

#### **7.2 Arrosage de la végétation**

L'arrosage manuel, à l'aide d'un tuyau muni d'un dispositif à fermeture automatique, d'un jardin, d'un potager, d'une boîte à fleurs, d'une jardinière, d'une plate-bande, d'un arbre et d'un arbuste est permis en tout temps.



### 7.2.1 Périodes d'arrosage

L'arrosage des pelouses, haies, arbres, arbustes ou autres végétaux est permis uniquement de 3 h à 6 h si l'eau est distribuée par des systèmes d'arrosage automatique, et uniquement de 20 h à 23 h si l'eau est distribuée par des systèmes d'arrosage mécanique (exemple : asperseurs amovibles ou par des tuyaux poreux) :

- a) Les dimanches, mardis, et jeudis pour le secteur au nord de l'autoroute 20 ;
- b) Les lundis, mercredis, et vendredis pour le secteur au sud de l'autoroute 20. (BEAC-070-3, art. 9)

### 7.2.2 Systèmes d'arrosage automatique

Un système d'arrosage automatique doit être équipé des dispositifs suivants :

- a) un détecteur d'humidité automatique ou d'un interrupteur automatique en cas de pluie, empêchant les cycles d'arrosage lorsque les précipitations atmosphériques suffisent ou lorsque le taux d'humidité du sol est suffisant;
- b) un dispositif anti-refoulement conforme à la norme CSA B64.10 pour empêcher toute contamination du réseau de distribution d'eau potable;
- c) une poignée ou un robinet-vanne à fermeture manuelle servant exclusivement en cas de bris, de mauvais fonctionnement ou pour tout autre cas jugé urgent. La poignée ou le robinet-vanne doit être accessible de l'extérieur.
- d) une vanne électrique destinée à être mise en œuvre par un dispositif de pilotage électrique et servant à la commande automatique de l'arrosage ou du cycle d'arrosage.

Toutefois, un système d'arrosage automatique, installé avant l'entrée en vigueur de ce règlement et incompatible avec les exigences de cet article 7.2.2, peut être utilisé, mais doit être mis à niveau, remplacé ou mis hors service avant le 1<sup>er</sup> mai 2024.

(BEAC-070-3, art. 10, 11 et 12)

### 7.2.3 Nouvelle pelouse et nouvel aménagement

Malgré l'article 7.2.1, il est permis d'arroser en tout temps une nouvelle pelouse, une nouvelle plantation d'arbres ou d'arbustes et un nouvel aménagement paysager pour une période de 15 jours suivant le début des travaux d'ensemencement, de plantation ou d'installation de gazon en plaques.

L'arrosage d'une pelouse implantée à l'aide de gazon en plaques est permis en tout temps pendant la journée de son installation.

Les propriétaires qui arrosent une nouvelle pelouse, une nouvelle plantation d'arbres ou d'arbustes ou un nouvel aménagement paysager durant cette période doivent produire les preuves d'achat des végétaux ou des semences concernées sur demande d'une personne responsable de l'application du présent règlement. (BEAC-070-3, art. 13; BEAC-070-4, art. 1)

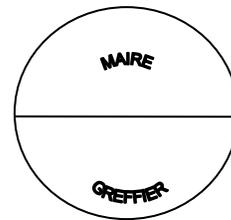
### 7.2.4 Ruissellement de l'eau

Il est interdit à toute personne d'utiliser de façon délibérée un équipement d'arrosage de façon telle que l'eau s'écoule dans la rue ou sur les propriétés voisines. Toutefois, une certaine tolérance sera accordée pour tenir compte des effets du vent.

### 7.3 Piscine et spa

Les règles suivantes s'appliquent au remplissage des piscines et des spas :

- a) Le remplissage d'une piscine ou d'un spa est interdit de 6 h à 20 h.



- b) Nonobstant le paragraphe a), il est permis d'utiliser en tout temps l'eau du réseau de distribution pour l'installation d'une nouvelle piscine ou d'un spa lorsque requis pour maintenir la forme de la structure.
- c) Nonobstant le paragraphe a), il est permis d'utiliser en tout temps l'eau du réseau de distribution pour le premier remplissage de la piscine ou du spa en début de saison, au plus tard le 21 juin de chaque année.  
(BEAC-070-3, art. 14)

#### **7.4 Véhicules, entrées d'automobiles, trottoirs, rue, patios ou murs extérieurs d'un bâtiment**

Le lavage des véhicules est permis en tout temps à la condition d'utiliser un seau de lavage ou un boyau d'arrosage relié au réseau de distribution, équipé d'une fermeture à relâchement tenu à la main pendant la période d'utilisation.

Le lavage des entrées d'automobiles, des trottoirs, des patios ou des murs extérieurs d'un bâtiment n'est permis que du 1<sup>er</sup> avril au 15 mai de chaque année ou lors de travaux de peinture, de construction, de rénovation ou d'aménagement paysager justifiant le nettoyage des entrées d'automobiles, des trottoirs, des patios ou des murs extérieurs du bâtiment, à la condition d'utiliser un boyau, relié au réseau de distribution, équipé d'une fermeture à relâchement tenu à la main pendant la période d'utilisation.

Il est strictement interdit en tout temps d'utiliser l'eau potable pour faire fondre la neige ou la glace des entrées d'automobiles, des terrains, des patios ou des trottoirs.

(BEAC-070-3, art. 15, 16 et 17)

#### **7.5 Lave-auto**

Tout lave-auto automatique qui utilise l'eau de l'aqueduc doit être muni d'un système fonctionnel de récupération, de recyclage et de recirculation de l'eau utilisée pour le lavage des véhicules.

Le propriétaire ou l'exploitant d'un lave-auto automatique doit se conformer au premier alinéa avant le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

(BEAC-070-3, art. 15)

#### **7.6 Bassins paysagers**

Tout ensemble de bassins paysagers, comprenant ou non des jets d'eau ou une cascade ainsi que des fontaines, dont le remplissage initial et la mise à niveau sont assurés par l'aqueduc, doit être muni d'un système fonctionnel assurant la recirculation de l'eau. L'alimentation continue en eau potable est interdite.

(BEAC-070-3, art. 15)

#### **7.7 Jeu d'eau**

Tout jeu d'eau doit être muni d'un système de déclenchement manuel. L'alimentation continue en eau potable est interdite.

(BEAC-070-3, art. 15)

#### **7.8 Purgés continues**

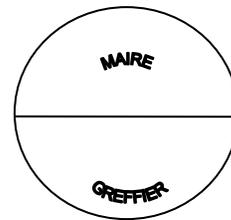
Il est interdit de laisser couler l'eau, sauf si la personne chargée de l'application du présent règlement l'autorise explicitement, et ce, dans certains cas particuliers uniquement.

(BEAC-070-3, art. 15)

#### **7.9 Source d'énergie**

Il est interdit de se servir de la pression ou du débit du réseau de distribution de l'eau potable comme source d'énergie ou pour actionner une machine quelconque.

(BEAC-070-3, art. 15)



#### **7.10 Interdiction d'arroser**

La personne chargée de l'application du règlement peut, pour cause de sécheresse, de bris majeurs de conduites d'aqueduc municipales, par avis public, interdire dans un secteur donné et pendant une période déterminée, à toute personne d'arroser des pelouses, des arbres et des arbustes, de procéder au remplissage des piscines ainsi que de laver les véhicules ou d'utiliser de l'eau à l'extérieur, peu importe la raison. Toutefois, cette interdiction ne touche pas l'arrosage manuel des potagers et des plantes comestibles, en terre ou en pot, des jardins, des fleurs et des autres végétaux.

Dans le cas de nouvelles pelouses, de nouvelles plantations d'arbres ou d'arbustes ou de remplissage de nouvelles piscines, une autorisation peut être obtenue de l'autorité compétente si les circonstances climatiques ou les réserves d'eau le permettent.

(BEAC-070-3, art. 15)

### **ARTICLE 8. COÛTS, INFRACTIONS ET PÉNALITÉS**

#### **8.1 Interdictions**

Il est interdit de modifier les installations, d'endommager les scellés et de nuire au fonctionnement de tous les dispositifs et accessoires fournis ou exigés par la Municipalité, de contaminer l'eau dans l'aqueduc ou les réservoirs, d'installer une composante ou raccordement en amont du compteur d'eau municipal, et de tromper la Municipalité relativement à la quantité d'eau fournie par le réseau de distribution, sans quoi les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales appropriées.

(BEAC-070-2, art. 1; BEAC-070-3, art. 18)

#### **8.2 Coût de travaux de réfection**

Si le propriétaire exige que son entrée d'eau soit reconstruite ou remplacée par une de plus grand diamètre, ou qu'elle soit installée plus profondément dans le sol, le coût de cette reconstruction ou de cette réfection sera assumé par ledit propriétaire qui devra, avant que les travaux soient entrepris, déposer au bureau du trésorier de la Municipalité le montant estimé du coût de tels travaux. Le coût réel final et les frais seront rajustés après la fin des travaux.

(BEAC-070-3, art. 19)

#### **8.3 Avis**

Pour tout avis ou plainte concernant un ou des objets du présent règlement, y compris pour tout ce qui concerne la distribution et la fourniture de l'eau, le consommateur ou son représentant autorisé peut aviser verbalement ou par écrit la personne chargée de l'application du règlement. En ce qui a trait à la facturation de l'eau, le consommateur ou son représentant autorisé doit s'adresser au bureau du trésorier de la Municipalité.

(BEAC-070-3, art. 20 et 21)

#### **8.4 Pénalités**

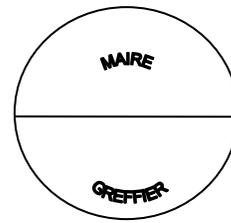
8.4.1 Quiconque contrevient à l'article 8.1 du présent règlement, commet une infraction et est passible :

- a) S'il s'agit d'une personne physique :
  - d'une amende de 1 000 \$ pour une première infraction;
  - d'une amende de 1 500 \$ pour une première récidive;
  - d'une amende de 2 000 \$ pour toute récidive additionnelle.
- b) S'il s'agit d'une personne morale :
  - d'une amende de 2 000 \$ pour une première infraction;
  - d'une amende de 3 000 \$ pour une première récidive;
  - d'une amende de 4 000 \$ pour toute récidive additionnelle.

(BEAC-070-3, art. 20)

8.4.2 Quiconque contrevient à une disposition du présent règlement, à l'exception d'une infraction à l'article 8.1, est passible :

- a) S'il s'agit d'une personne physique :
  - d'une amende de 100 \$ à 300 \$ pour une première infraction;
  - d'une amende de 300 \$ à 500 \$ pour une première récidive;



- d'une amende de 500 \$ à 1 000 \$ pour toute récidive additionnelle.
- b) S'il s'agit d'une personne morale :
  - d'une amende de 200 \$ à 600 \$ pour une première infraction;
  - d'une amende de 600 \$ à 1 000 \$ pour une première récidive;
  - d'une amende de 1 000 \$ à 2 000 \$ pour toute récidive additionnelle.  
(BEAC-070-3, art. 20)

8.4.3 Dans tous les cas, les frais s'ajoutent aux amendes.

Si l'infraction est continue, le délinquant sera présumé commettre autant d'infractions qu'il y a de jours dans la durée de cette infraction.

Les dispositions du Code de procédure pénale s'appliquent lors de toute poursuite intentée en vertu du présent règlement.  
(BEAC-070-2, art. 2; BEAC-070-3, art. 22)

## 8.5 **Délivrance d'un constat d'infraction**

La personne chargée de l'application du présent règlement est autorisée à délivrer un constat d'infraction relatif à toute infraction au présent règlement.  
(BEAC-070-4, art. 2)

## 8.6 **Ordonnance**

Dans le cas où un tribunal prononce une sentence quant à une infraction dont l'objet est contraire aux normes du présent règlement, il peut, en sus de l'amende et des frais prévus à l'article 8.4, ordonner que de telles infractions soient, dans le délai qu'il fixe, éliminées par le contrevenant et que, à défaut par le contrevenant de s'exécuter dans ledit délai, ladite infraction soit éliminée par des travaux appropriés exécutés par la Municipalité aux frais du contrevenant.  
(BEAC-070-4, art. 3)

## ARTICLE 9. **MISE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

---

MAIRE

---

GREFFIÈRE